

Zeitschrift: Aînés : mensuel pour une retraite plus heureuse
Herausgeber: Aînés
Band: 4 (1974)
Heft: 1

Artikel: Adieu Monsieur le conseiller fédéral!
Autor: Tschudi, Hans-Peter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-830064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

C'est avec surprise et tristesse que nous avons appris la nouvelle du départ de M. Hans-Peter Tschudi. Les retraités doivent beaucoup au doyen de fonction de notre Conseil fédéral, car il a su imprimer au char de la sécurité sociale un mouvement que rien désormais ne devrait plus arrêter. En guise d'hommage et de reconnaissance, nous reproduisons, avec l'aimable autorisation de la « Revue RCC », de larges extraits d'une interview qu'il a accordée à des gymnasiens chargés d'interroger une personnalité connue sur un sujet d'actualité. Écoutons donc une dernière fois les propos fédéraux de cet homme si compétent et dynamique.

Est-il encore nécessaire de payer la rente AVS à tous les retraités, puisqu'il existe aujourd'hui, dans la plupart des entreprises, des caisses de pension judicieusement organisées?

Il faut considérer tout d'abord la situation initiale. Tandis que l'AVS englobe tous les milieux de notre économie, indépendants et salariés, les caisses de pension sont conçues avant tout pour les salariés. Là où existent de telles caisses, il peut subsister encore des lacunes. Premièrement, tous les salariés ne sont pas affiliés à une caisse de pension; environ deux tiers des salariés sont affiliés. Ceci est dû notamment à l'âge des travailleurs et au genre des rapports de service (travail à la demi-journée, par exemple). Deuxièmement, toutes les caisses de pension ne couvrent pas les trois risques de vieillesse, invalidité et décès. Troisièmement, même les pensions versées par des caisses bien développées ne dépassent souvent pas 50% du dernier salaire. Seule une minorité (env. 40% des retraités) touche actuellement une pension et une rente AVS qui suffisent pour maintenir leur niveau de vie accoutumé. Le nouvel article 34 quater de la Constitution charge le législateur de combler ces lacunes et l'on prépare actuellement une loi instituant un 2^e pilier obligatoire. [...]

Pourquoi y a-t-il constamment des révisions de l'AVS? Ne pourrait-on pas adapter automatiquement les prestations de cette assurance à l'augmentation du coût de la vie?

L'AVS est adaptée, par des révisions successives, à l'évolution économique et sociale. On distingue deux sortes de révisions: les unes modifient la structure même de la loi, les autres se bornent à ajuster les prestations aux salaires et aux prix... On élabore actuellement une loi accordant au Conseil fédéral la compétence d'effectuer des adaptations automatiques à l'évolution des salaires et des prix, si bien qu'il ne serait plus nécessaire de recourir à la méthode compliquée des révisions ou modifications de la loi. Quant aux révisions qui s'en prennent à la structure même de la loi, elles seront inévitables à l'avenir aussi. Le développement considérable de l'AVS n'exclut en effet pas de nouvelles améliorations de ladite structure.

Pourquoi ne verse-t-on pas à tous les bénéficiaires de l'AVS des rentes égales?

L'idée de créer une rente uniforme a été examinée; cependant, elle a été rejetée, car une telle prestation ne pourrait tenir compte des besoins, si variés, des différentes catégories d'assurés. L'AVS est une assurance populaire et repose sur le principe de la solidarité générale... La solidarité entre assurés a pour effet qu'une certaine part des cotisations versées par des assurés dont le revenu est élevé profite aux assurés moins

favorisés. Si l'on adoptait la rente uniforme, celle-ci ne pourrait pas être fixée trop bas; sinon elle ne répondrait pas aux besoins des classes moyennes de revenus et elle désavantagerait les assurés aisés qui, de par les cotisations élevées qu'ils ont payées, pourraient prétendre à une forte rente. D'autre part, une rente uniforme fixée trop haut exigerait des ressources supplémentaires qui devraient, en bonne partie, être fournies par les assurés ayant de gros revenus. On peut se demander s'il est possible d'envisager une telle conception de la solidarité...

L'un des trois piliers de la prévoyance-vieillesse est l'épargne. Est-il encore possible aujourd'hui, et logique, de faire des économies, étant donné l'inflation constante?

Malgré la hausse du coût de la vie, on ne saurait dire que l'épargne, prévoyance privée ou individuelle, n'ait plus sa raison d'être. En effet, les ressources que l'assuré peut tirer des 1^{er} et 2^e piliers sont relativement modestes, si bien que des réserves personnelles sont indispensables pour les compléter. D'autre part, le Conseil fédéral s'efforce de combattre le renchérissement par des moyens appropriés et cherche à encourager [...] la prévoyance individuelle, notamment par des mesures fiscales et par une politique facilitant l'accession à la propriété. Enfin, chaque épargnant doit choisir lui-même parmi les diverses possibilités d'économie le système qui permettra de compenser au mieux l'affaiblissement du pouvoir d'achat de l'argent mis de côté. Signalons ici, notamment, les polices d'assurance-vie.

